

**ARTICLE 30****Dénonciation**

La présente Convention restera en vigueur tant qu'elle n'aura pas été dénoncée par un État contractant, mais chacun des États contractants pourra, jusqu'au 30 juin inclus de toute année civile à compter de la cinquième année suivant celle de l'échange des instruments de ratification, donner par la voie diplomatique un avis de dénonciation écrit à l'autre État contractant; dans ce cas, la Convention cessera d'être applicable :

- a) aux impôts retenus à la source sur les montants payés à des non résidents ou portés à leur crédit, à partir du 1er janvier de l'année civile qui suit immédiatement celle de la dénonciation; et
- b) aux autres impôts, pour toute année d'imposition commençant à partir du 1er janvier de l'année civile qui suit immédiatement celle de la dénonciation.

**EN FOI DE QUOI** les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

**FAIT** en double exemplaire à Libreville, ce 14<sup>e</sup> jour de novembre 2002, en langues française et anglaise, chaque version faisant également foi.

**POUR LE GOUVERNEMENT  
DU CANADA**

**POUR LE GOUVERNEMENT  
DE LA RÉPUBLIQUE  
GABONAISE**

Louis Poisson

Jean Ping